EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 18 avril 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 29 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

François BERNARDINI représenté par Martial ALVAREZ - Olivier FREGEAC représenté par Arnaud MERCIER - Vincent LANGUILLE représenté par Georges CRISTIANI - Georges ROSSO représenté par Gaby CHARROUX - Michel ROUX représenté par Amapola VENTRON.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Emmanuelle CHARAFE - Jean-Pascal GOURNES - Éric LE DISSES.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TCM-023-16033/24/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement pour l'animation de la démarche de développement durable vers les commerçants "Commerce Engagé®" pour l'année 2024 - MGDIS n°6099
88384**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a approuvé fin 2019 son plan de prévention des déchets ménagers et assimilés (PPDMA) 2019-2025. Ce plan fixe l'objectif de réduire de 10 % le ratio annuel des déchets ménagers et assimilés par habitant en 2025 par rapport à 2015, grâce à la mise en œuvre d'une douzaine d'actions.

Ce plan métropolitain s'articule autour de 4 axes de travail :

- Axe 1 : sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements.
- Axe 2 : harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activité économique afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées.
- Axe 3 : valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire.
- Axe 4 : donner une seconde vie aux produits et objets.

L'axe 2 de ce plan propose la mise en place de solutions pour faire évoluer les comportements des professionnels et faciliter les bons gestes par les consommateurs.

À travers le label « Commerce Engagé », créé par l'association Ecoscience Provence, chacun peut identifier les commerçants inscrits dans une perspective de changement de paradigme, vers un projet de société soutenable, dans le temps long et mû par des intérêts collectifs.

Ainsi, ce label se déploie sur plusieurs secteurs de la Métropole Aix-Marseille-Provence grâce à quatre associations partenaires : Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement, Ecoscience Provence, le CPIE Côte Provençale et Zéro Waste Marseille.

Dès 2015, le CPIE du Pays d'Aix lance la démarche « Commerce Engagé » sur le Pays d'Aix avec le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En 2021, l'ex-Territoire Marseille-Provence a souhaité développer le dispositif sur les communes de Sausset-les-Pins, Carry-Le-Rouet et deux arrondissements de Marseille en lien avec le dispositif de la redevance spéciale.

Aujourd'hui 18 communes métropolitaines sont inscrites dans le dispositif : Rousset, Fuveau, Vitrolles, Les Pennes Mirabeau, Venelles, Gréasque, Calas-Cabriès, Aix-en-Provence, Coudoux, Le Tholonet, Lambesc, Bouc-Bel-Air, Simiane-Collongue, Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins, Allauch, Saint-Zacharie et deux mairies de secteur de Marseille (1-7 et 9-10).

Cela représente environ 300 commerçants qui sont engagés et accompagnés dans la démarche avec le soutien de la Métropole et des communes.

Après près de 10 ans de développement du label « Commerce Engagé », l'évolution du contexte métropolitain nécessite de faire évoluer ce dispositif pour 2024. Afin de capitaliser sur cette expérience et de finaliser l'accompagnement des 300 commerces du territoire, le CPIE et ses partenaires proposent un ajustement du programme pour 2024 :

1. Visite de terrain et accompagnement individuel :

Les commerçants engagés ont tous signé un cahier des charges avec des engagements obligatoires et complémentaires.

Les engagements complémentaires sont choisis par le commerçant. Ils viennent soit valoriser ce que le commerçant a déjà mis en place soit lui permettent de prendre de nouveaux engagements à mettre en œuvre au sein de son commerce.

Ce suivi, effectué par le CPIE, permet à la fois de mesurer l'impact du dispositif et de contrôler le respect des engagements des commerçants. Ce travail de terrain au plus proche des commerçants permet également le suivi des indicateurs du dispositif (qualitatifs et quantitatifs). Ces indicateurs permettent de connaître l'évolution des pratiques des commerces au cours des différentes années de labellisation (exemple : évolution sur les pratiques du tri, sur la diminution des déchets, sur la proposition d'articles français et/ou d'artisanat local...).

Enfin, ces temps privilégiés, en face à face, permettent de proposer un accompagnement individualisé des commerçants pour les aider dans la mise en place d'actions spécifiques à leur commerce.

Un temps important sera donc consacré à la visite de terrain des 300 commerces. Elle aura pour objectifs de(d') :

- Informer les commerçants sur la fin du dispositif actuel ;
- Faire un point final sur leurs derniers engagements et de recueillir leurs difficultés.
- Proposer aux commerces volontaires de bénéficier encore en 2024 d'un temps d'accompagnement individualisé via :
 - o Des recherches et la création d'outils spécifiques aux problématiques de leur commerce.
 - o Une 2ème visite d'accompagnement axée sur les engagements restants de leur cahier des charges.
- Réaliser une enquête bilan sur ce que leur a apporté ou non le label ainsi que sur les thématiques prioritaires sur lesquels ils auraient besoins de soutien supplémentaire.

2. Evolution du modèle économique du label :

Afin de pouvoir proposer une alternative au financement métropolitain du dispositif, le CPIE propose de mener une réflexion sur un nouveau modèle économique du dispositif à savoir un financement direct des commerçants et/ou des communes...

L'un des objectifs du label « Commerce Engagé » est la valorisation des commerçants et de leurs actions auprès des consommateurs mais aussi la mise à disposition d'outils/supports pouvant les aider dans leur démarche.

Pour ce faire, le CPIE et ses partenaires mettront donc en œuvre deux actions :

- Réaliser des témoignages vidéo pour capitaliser et valoriser l'engagement des acteurs ayant contribué à ces 10 années du label sur le territoire.
- Le CPIE et ses partenaires proposent d'utiliser des supports percutants sous la forme de vidéo de témoignages et de retours d'expériences concrets. Ces témoignages pourront concerner des élus engagés, des commerçants, des clients, des partenaires etc. Leur diffusion se fera sur les réseaux sociaux et autres supports web (sites, newsletter...). Il est prévu de réaliser 5 témoignages.
- Créer des outils d'accompagnement :

En complément de l'accompagnement de terrain et du suivi individualisé, le CPIE et ses partenaires souhaitent continuer à créer des outils pratiques pour les commerces :

- o Des fiches solutions pour capitaliser les actions exemplaires mises en place par les commerces.
- o Des zooms techniques pour les stimuler à aller plus loin dans leurs démarches.

Ces outils seront diffusés à l'ensemble des commerces engagés mais ils seront également mis à disposition de la Métropole et des Communes pour qu'elles puissent les diffuser plus largement à l'ensemble de leurs commerces. Il est prévu de réaliser 8 fiches actions/zooms techniques en 2024.

3. Budget prévisionnel 2024 des actions prévues par l'association CPIE du pays d'Aix – Atelier de l'Environnement est le suivant :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	147 €	Vente de produits	
Services extérieurs (locations, assurances...)	81 936 €	Subventions :	
Autres services extérieurs	8 016 €	Autres :	
Impôts et taxes	3 050 €	Métropole AMP	131 000 €
Dotations amortissements	aux 500 €		
Charges de personnel	60 238 €	Autofinancement	32 795 €
Charges de fonctionnement	9 908 €		
Total général des charges	163 795 €	Total Recettes	163 795 €

L'association CPIE du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement sollicite la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **131.000 €** soit 80 % du coût total prévisionnel pour cette action.

En conséquence, il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention pour l'année 2024 pour un montant de 131 000 €, soit 80 % du coût total prévisionnel pour cette action (numéro dossier MGDIS : N°6099 pour 55 000€ - N°8949 pour 49 500€ et N°8950 pour 26 500€).

Pour information, le Bureau de Métropole a approuvé le 22 février 2024 l'octroi de subventions à l'association CPIE pour les actions suivantes :

- Déploiement d'une ingénierie énergétique dans le cadre du plan climat : 181 945 €.
- Déploiement du programme SARE : 767 500 €.
- Appel à projets qualité de l'air : 12 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dite loi « AGECE » ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n° DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TCM 001-11142/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant le Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- La délibération n° ECOR 001-12062/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant l'actualisation de l'Agenda du Développement Economique métropolitain et ses engagements en faveur de l'économie résidentielle ;
- La délibération n° FBPA 023-12563/22/CM du Conseil de la Métropole du 20 octobre 2022 approuvant la modification du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° TCM 002-13189/23/BM du Bureau de la Métropole du 19 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'animation et le développement du label Commerce Engagé - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la sensibilisation à la réduction de déchets est un enjeu impertinent pour la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'accompagner le projet « Commerce Engagé® » dans cette démarche écoresponsable pour une année supplémentaire ;
- Qu'il convient d'approuver la nouvelle convention annuelle de partenariat avec l'association CPIE du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique à l'association l'Atelier de l'Environnement - Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix d'un montant de 131 000 euros au titre de l'exercice 2024.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle de partenariat, ci-annexée, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Atelier de l'Environnement - Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix, au titre de l'année 2024.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour les sommes ci-dessous mentionnées de :

- 55 000 euros au budget annexe prévention et gestion des déchets de l'exercice 2024 pour 80% et de l'exercice 2025 pour 20%, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 7212.

Ces crédits relevant de la politique « services collectifs », de la sous-politique « Déchets » et du programme « Prévention, réduction à la source, réemploi » seront exécutés par le Service gestionnaire 6DPDR.

- 26 500 euros au le budget principal de l'exercice 2024 pour 80% et de l'exercice 2025 pour 20%, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 632 ;

Ces crédits relevant de la politique « développement économique, innovation, attractivité territoriale », de la sous-politique « développement économique, attractivité territoriale et relations internationales » et du programme « développement économique » seront exécutés par le Service gestionnaire 4DOF11.

- 49 500 euros au budget principal de l'exercice 2024 pour 80% et de l'exercice 2025 pour 20%, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 74.

Ces crédits relevant de la politique « Environnement, énergie, agriculture, patrimoine naturel », de la sous-politique « littoral, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, environnement » et du programme « Action environnementale » seront exécutés par le service gestionnaire 8EXPER.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Propreté,
prévention et valorisation des déchets

Roland MOUREN